

Brochure n° 3228

Convention collective nationale

IDCC : 637. – **INDUSTRIES ET COMMERCE DE LA RÉCUPÉRATION**
(7^e édition. – Septembre 2004)

ACCORD « SALAIRES » DU 5 JANVIER 2005

NOR : *ASET0550332M*

IDCC : 637

I. — Barème des salaires minima conventionnels

Tous les coefficients sont majorés de 6 %, à partir du 1^{er} février 2005.

Le barème modifié est désormais fixé sur une référence mensuelle égale à 151,67 heures (voir tableau repris en annexe I).

Pour vérifier que le niveau des garanties dudit barème est atteint, les entreprises pourront tenir compte de tous les éléments de salaire.

Elles devront toutefois s'assurer que ces éléments de salaire peuvent être pris en compte dans le calcul, compte tenu des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de la convention collective des industries et commerces de la récupération dans son article 60.2, relatifs au salaire minimum professionnel.

II. — Salaires réels

Les rémunérations réelles sont majorées, à partir du 1^{er} février 2005, comme suit :

- majoration de 2 % pour les salaires de la catégorie professionnelle des ouvriers ;
- majoration de 2 % en masse pour la catégorie professionnelle des employés ;
- majoration de 2 % en masse pour la catégorie professionnelle des techniciens et agents de maîtrise ;
- majoration de 2 % en masse pour la catégorie professionnelle des cadres.

Cette augmentation des salaires réels ne sera pas applicable dans les entreprises qui, au jour de la date d'effet du présent accord, ont déjà appliqué pour accord collectif ou décision unilatérale, depuis le 1^{er} juillet 2003, date d'effet du dernier accord de salaire, des revalorisations de salaires réels égales, au minimum, à celles fixées ci-dessus.

Les parties signataires rappellent que, conformément à l'article L. 132-24 du code du travail, les accords d'entreprise ou d'établissement peuvent prévoir des modalités particulières d'application des majorations de salaires décidées par le présent accord professionnel, à condition que l'augmentation de la masse salariale totale soit au moins égale à l'augmentation qui résulterait de l'application des majorations accordées par le présent accord pour les salariés concernés et que les salaires minima hiérarchiques soient respectés.

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi de Lille et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes conformément à l'article L. 132-10 du livre premier du code du travail.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 5 janvier 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat de la récupération pour la gestion industrielle, de l'environnement et du recyclage.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFTC ;
FO.

ANNEXE I
À L'ACCORD SUR LES SALAIRES
APPLICABLE AU 1^{ER} FÉVRIER 2005

Barème applicable au 1^{er} février 2005 des minima conventionnels applicables dans la profession des industries et commerces de la récupération.

Les nouveaux barèmes conventionnels sont fixés sur une base mensuelle de 151,67 heures.

ÉCHELON	COEFFICIENT	1 ^{er} FÉVRIER 2005 (en euros)
A	130	1 159,15
B	135	1 159,15
C	140	1 167,19
D	150	1 175,23
A	160	1 183,27
B	175	1 191,31
C	190	1 223,46
A	205	1 252,40
B	220	1 289,38
C	235	1 327,96
A	250	1 368,15
B	265	1 413,17
C	280	1 458,19
A	305	1 522,49
B	335	1 612,53
C	365	1 704,16
A	390	1 778,12
B	440	1 929,24
C	550	2 254,00